



NOTRE VISION **Etats généraux de l'alimentation**

Nous nous sommes engagés dans les états généraux de l'alimentation pour dialoguer avec des partenaires des différentes familles impliquées dans le grand système alimentaire, pour apporter notre appui à la transition agricole et alimentaire et pour demander que les autorités publiques confèrent à cette transition une identité politique et lui accordent dans leurs politiques publiques une priorité et de la cohérence.

Il y a en effet urgence à faire évoluer ce grand système alimentaire. Sa mondialisation et son agro-industrialisation ont certes permis, d'une part, pour producteurs, transformateurs et distributeurs, d'obtenir des progrès en terme de productivité et, d'autre part, pour les consommateurs, de bénéficier d'une baisse importante du coût de leur alimentation et d'un accès aux aliments plus facile. Cependant, ce système produit des impacts négatifs colossaux pour la société : contribution au réchauffement climatique, perte des emplois agricoles et paupérisation des agriculteurs, disparition de la biodiversité, contribution à une montée en puissance des cancers, du diabète ou de l'obésité d'ampleur épidémique etc. La transition écologique, sanitaire et sociale de notre système agricole et alimentaire se pose donc, non pas comme un retour en arrière, mais comme une nouvelle étape indispensable et bénéfique pour tous.

Pour nous cette transition repose sur deux évolutions principales :

- D'une part, sur une relocalisation, progressive et significative, des systèmes alimentaires, moteur d'une relance des économies territoriales,
- D'autre part sur une systématisation des bonnes pratiques environnementales, sociales et sanitaires.

Il ne s'agit pas dans ces différents domaines d'ajustements à la marge ! La transition c'est l'accompagnement de la profonde transformation des processus de production, de transformation, de distribution et de consommation des aliments à laquelle une recherche largement réorientée, est appelée à contribuer.

Cette transition est déjà en cours. Son émergence repose sur des initiatives locales et internationales de très nombreux acteurs des chaînes de production et de consommation, sur des mesures ciblées de collectivités territoriales et sur des dynamiques territoriales. Nous souhaitons que les EGA prennent acte de ces initiatives. Les EGA doivent déboucher sur la mise en place de politiques publiques ambitieuses et cohérentes permettant de créer un environnement économique, culturel et réglementaire favorable à une transition agricole et alimentaire à grande échelle. .

C'est le sens des 63 propositions que les 50 membres de la « Plate-forme citoyenne pour la Transition agricole et alimentaire » ont formulées et présentées à leurs partenaires, aux coordinateurs des EGA et aux autorités publiques qui auront à traduire les résultats des EGA dans les politiques publiques.